



Pierre MATTEI

Conseiller municipal de Clichy
Inspecteur de la Sécurité sociale
Chevalier du Mérite Agricole

Suppléant

Jules PAGER

Préparateur en pharmacie
Chevalier des Palmes Académiques
Médail de Vermeil du Travail
Officier du Mérite Sportif

Sur le plan de nos deux cités, Clichy et Levallois, chaque jour nous éprouvons les néfastes conséquences de la politique de la V^e République, et, avant elle, de la IV^e.

Levallois — qui est la commune de France à plus forte densité de population — et Clichy sont des agglomérations où la vie est très chère : il suffit de comparer les prix pratiqués sur nos marchés avec ceux qui se pratiquent sur les marchés de Neuilly, du 16^e, du 17^e ou du 18^e arrondissements.

Mais les salaires pratiqués dans les usines de nos villes ne sont pas spécialement élevés. Si bien que les heures supplémentaires épuisantes, rendues nécessaires par le coût de la vie sont monnaie courante... à moins que les fluctuations de la production ne réduisent brusquement notre gagne-pain. Ce sont toujours les travailleurs qui en font les frais.

En matière de logement, si un effort limité a été entrepris depuis quelques années, cet effort est dérisoire par rapport aux besoins : Là encore la responsabilité des dirigeants de la IV^e République est lourde, celle des technocrates gaulliste l'est plus encore.

Il y a, à Clichy et à Levallois des centaines de logements insalubres, dans lesquels nos concitoyens vivent sans confort, à l'étroit. Il ne suffit pas de construire quelques dizaines de logements neufs ; il en faut des milliers à réaliser dans le cadre d'une vaste rénovation et d'un aménagement de la banlieue Nord et Nord-Ouest. Pour toute la France, ce sont 400.000 logements qu'il faut par an : On n'en construit pas 200.000 !

Et il ne suffit pas de construire des logements : encore faut-il prévoir — ce qu'on n'a pas fait, ou si peu... — tout ce qui, autour d'un logement, permet de vivre normalement ; magasins vendant à des prix abordables, sans spéculer, lieux de détente et de loisirs, tels que stades, piscines, jardins d'enfants, cinémas, cafés-clubs, salles de réunions, bref, tout ce qui contribue à créer une chaleur humaine contre la froideur sans âme des « grands ensembles » en béton.

Vie chère, salaires insuffisants, logements exigus et vétustes, cela ne suffit pas : il faut y ajouter encore les difficultés harassantes de transports. Chaque jour on traîne des heures dans les bus et le métro : aux heures de pointe, Porte Clichy, Porte d'Asnières, Porte de Champéret, on fait la queue quinze, vingt minutes, une demi-heure et plus. Il paraît que les Maires de Clichy et de Levallois sont intervenus... Rien n'a changé.

En face de ces difficultés, que nous propose le régime gaulliste ? Le district parisien c'est-à-dire, pratiquement, à plus ou moins brève échéance, la suppression des responsabilités municipales, la centralisation administrative monstrueuse et inhumaine pour toute la région parisienne, la fusion, peut-être un jour la disparition de nos communes dans un « Grand Paris » tapageur. Bref, une organisation administrative, de la paperasse de plus, alors que nous avons besoin de trouver des solutions concrètes au niveau de ces questions essentielles : salaires et durée du travail, logements et loisirs, transports et circulation.

Mais d'abord, pour « nourrir » le district parisien on augmente certains impôts. Voilà le résultat immédiat auquel on a brillamment abouti.

Voilà pour quelles raisons combat le Parti Socialiste Unifié.

Voilà pourquoi, candidats de ce parti nous proposons à notre lutte commune des objectifs à la fois simple et ambitieux :

Les progrès formidables de la science et de la technique à la disposition de tous.

LES MOYENS PROPOSES :

- Service national du logement auquel participeront les usagers
- Réorganisation des transports de la région parisienne avec priorité donnée aux besoins des agglomérations populaires et industrielles
- Diminution de la durée du travail sans réduction des salaires.

Le Parti Socialiste Unifié vous demande de voter Pour :

Pierre MATTEI

Le P.S.U. est composé d'hommes qui se sont refusés aux jeux stériles de la IV^e République, et de jeunes éléments venus des syndicats de toute tendance et d'associations populaires.

Le P.S.U. s'est trouvé au premier rang dans la lutte pour la paix avec l'Algérie par la négociation, contre le pouvoir personnel et la montée du fascisme, et ceci non seulement depuis quelques jours mais depuis sa fondation.

Le P.S.U. est le parti qui se refuse à s'intégrer à la coalition difforme dite « Union Nationale des NON », véritable mariage de la carpe et du Lapin, rappelant les combinaisons du passé et nécessairement voué à l'échec.

Le P.S.U. est le parti qui a proposé au Parti Communiste et à la S.F.I.O. une candidature unique de la gauche pour le premier tour ; mais cette proposition a été refusée : le P.C. déclarant présenter un candidat dans chaque circonscription ; la S.F.I.O. préférant les alliances à droite.

Le P.S.U. est le parti qui continuera ses efforts au second tour pour réaliser une union de la gauche, son objectif fondamental demeure la constitution d'un véritable Front Socialiste reposant sur toutes les organisations de gauche, politiques, syndicales et populaires.

Le P.S.U. est le parti qui propose à ces organisations les éléments de programme suivants :

- Répartition équitable du revenu national permettant, non seulement aux travailleurs de s'affranchir du recours épuisant aux heures supplémentaires pour vivre, mais amenant également une augmentation des salaires et une réduction sensible de la durée du travail
- Construction massive de logements accessibles à des revenus modestes par la création d'un Service National de l'Habitat
- Assainissement des circuits de distribution par la lutte contre les intermédiaires
- Développement de l'enseignement public par la restauration de la laïcité et la mise en œuvre d'un véritable plan de démocratisation
- Planification démocratique c'est-à-dire participation effective des travailleurs et des usagers à la gestion des affaires (pouvoirs véritables aux Comités d'Entreprises) et aux grandes options économiques nationales (contrôle du Plan, création d'une Chambre économique élue aux pouvoirs véritables)
- Dégagement de la France d'un bloc comme de l'autre par un neutralisme actif
- Condamnation des expériences nucléaires d'où qu'elles viennent et l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques
- Développement des liens avec les partis de gauche et les syndicats des pays de l'Europe afin de construire une Europe des peuples et non une Europe des trusts.

Vu : le candidat